

Menace climatique : le double jeu de l'Australie

Rafaële Rivais

- [International](#)
- [Climat](#)

Réunis en sommet régional, les dirigeants du Pacifique ont voulu mettre en garde le monde contre le réchauffement. Un message largement édulcoré par le gouvernement australien.

Le Monde avec AFP Publié aujourd'hui à 08h23, mis à jour à 08h45

Temps de Lecture 3 min.



Scott Morrison, le premier ministre australien, lors de son arrivée au Forum des îles du Pacifique, le 14 août 2019 à Tuvalu. ADAM TAYLOR / AFP

Le sommet annuel du Forum des îles du Pacifique (FIP) s'est achevé jeudi 15 août sur de profonds désaccords entre Canberra et les 17 autres membres de l'organisation sur la question climatique. Les dirigeants du Pacifique, réunis en sommet dans l'archipel des Tuvalu, ont mis en garde le monde sur la menace climatique, mais leur message a été largement édulcoré par l'activisme du très climatocseptique gouvernement australien.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [En Australie, l'environnement, parent pauvre du miracle économique](#)

La plupart des leaders du FIP espéraient lancer au monde un appel à l'action ambitieux et unitaire à un mois de l'Assemblée générale des Nations unies, pour refléter l'urgence de la situation dans le Pacifique. Car pour les îles de la région, le réchauffement a des impacts bien

réels. Celles qui sont peu élevées risquent tout simplement de disparaître en raison de l'élévation du niveau des océans. Beaucoup d'autres, parfois les mêmes, sont de plus en plus régulièrement frappées par des [cyclones dévastateurs](#).

Mais le premier ministre des Tuvalu, Enele Sopoaga, a concédé que la déclaration et le communiqué finalement diffusés vendredi matin après douze heures de tractations tendues n'était pas à la hauteur des ambitions. « *Nous pouvons dire que nous aurions dû en faire plus pour nos populations* », a-t-il concédé devant la presse.

Dépendance au charbon

Ainsi, il n'est fait aucune mention de l'abandon du charbon comme source d'énergie. Une source d'énergie dont est particulièrement dépendant [Canberra](#). En 2017, le gouvernement australien avait donné son [accord à un projet minier](#) très controversé du groupe indien Adani dans l'Etat du Queensland (nord-est de l'Australie), non loin de la Grande Barrière de corail, déjà très touchée par le réchauffement climatique. Une autorisation qu'il n'a pas retirée depuis, malgré les alarmes des scientifiques. Ces émissions « *vont s'ajouter à la pollution atmosphérique et aggraver le réchauffement climatique, lequel provoque le blanchissement* » des coraux, expliquait ainsi le P^r Terry Hughes [au Monde en 2017](#).

Les appels à limiter à 1,5 degré la hausse des températures et à neutraliser les émissions de carbone à l'horizon 2050 ne sont mentionnés que comme des suggestions, et non comme des exigences. « *Nous sommes venus ensemble dans une Nation qui risque d'être engloutie par les océans, mais malheureusement nous avons choisi le statu quo dans notre communiqué* », a déploré [dans un tweet](#) le premier ministre des Fidji, Frank Bainimarama. « *Le fait de noyer le discours sur le climat a des conséquences réelles, comme des maisons, des écoles, des villages et des cimetières traditionnels noyés sous les eaux.* »

Selon M. Sopoaga, cette édulcoration du message était le fait de son homologue australien, Scott Morrison :

« Nous avons eu des échanges très forts Scott et moi. Je lui ai dit : "Vous vous préoccupez de sauver votre économie en Australie (...) Je me préoccupe de sauver la population de Tuvalu." »

Lire aussi [« L'Australie sacrifie de plus en plus l'environnement au profit de l'économie »](#)

Double jeu

Issu du Parti libéral (centre droit), le premier ministre australien reconnaît la réalité du changement climatique, mais il défend l'idée que ce problème peut se gérer d'une façon qui ne pénalise pas le modèle économique de l'Australie. [Lors de la COP21, à Paris, à la fin de 2015](#), l'Australie avait pris des engagements très modestes sur le climat : une diminution de 26 % (pouvant aller jusqu'à 28 %) de ces émissions avant 2030 par rapport à 2005.

Canberra cherche pourtant en ce moment à ne pas s'aliéner les îles du Pacifique. Mardi 13 août, peu avant le sommet régional, le gouvernement australien, avait ainsi annoncé qu'il allait octroyer une enveloppe d'un [demi-milliard de dollars australiens \(300 millions d'euros\)](#) pour aider les pays du Pacifique à faire face au réchauffement climatique. Cette somme, tirée du budget déjà alloué à l'aide internationale, doit permettre aux îles du Pacifique d'investir dans les énergies renouvelables et de renforcer leurs capacités à lutter contre les effets du réchauffement climatique.

Contre la Chine

Le premier ministre australien a d'ailleurs rejeté l'idée que les différends sur le climat pourraient nuire à ces efforts diplomatiques en direction des îles. « *Nous sommes venus, et les choses sont en train de prendre* », a affirmé M. Morrison.

L'annonce de cette enveloppe survient en effet alors que Canberra a lancé une offensive de charme en direction des îles du Pacifique pour contrer [l'expansionnisme chinois dans la zone](#). Membre le plus riche du FIP, l'Australie redoute que l'objectif à long terme de la Chine soit de créer une base militaire dans le Pacifique.

Mais le premier ministre des Samoa, Tuilaepa Malielegaoi, a affirmé jeudi soir que les grandes questions géopolitiques n'avaient pas d'importance pour les îles du Pacifique et a laissé entendre que toute aide était la bienvenue, y compris celle de la Chine. « *Leurs ennemis ne sont pas nos ennemis* », a-t-il dit à la chaîne néo-zélandaise TVNZ.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Les Occidentaux inquiets face à la présence de la Chine dans le Pacifique Sud](#)

[Réagissez ou consultez l'ensemble des contributions](#)